

Opération Barkhane : la France financièrement à la peine au Sahel



La France va rendre hommage lundi aux treize soldats français qui ont trouvé la mort dans un double accident d'hélicoptères au Mali. Emmanuel Macron prononcera leur éloge funèbre lors de la cérémonie aux Invalides.

Avec Jean-Bernard Pinatel

Avec Emmanuel Dupuy

Atlantico.fr : Au vu des événements qui se sont déroulés au Mali (13 soldats français ont trouvé la mort), la situation semble de plus en plus tendue dans cette zone. Certains partis politiques, comme LFI, en profitent pour appeler à une discussion "pour envisager les voies de sortie" de l'opération lancée en 2014. Quelle est la situation au Mali (tant sur le plan militaire que géopolitique) ? Le niveau de menace pour les forces françaises a-t-il augmenté ?

Jean-Bernard Pinatel : La situation au Mali doit être examinée non seulement au niveau des cinq pays du G5 Sahel mais aussi au regard des 4 pays riverains de la méditerranée et en particulier de la Lybie et de la Tunisie.

La zone d'opération Barkane couvre cinq pays du Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina, Niger et Tchad) où vivent 93 millions d'habitants sur 5 000 000 de km², près de 8 fois la superficie de la France.

Une chronologie sommaire est en effet nécessaire pour comprendre la situation actuelle :

- Aout 2011 mort de Kadhafi
- Novembre 2011 le gouvernement s'inquiète du pillage des arsenaux libyens et du retour dans leur pays des militaires originaires du Sahel qui servaient dans l'armée libyenne avec un armement considérable. On parle notamment de 5000 SAM7 disparus.
- 2012 tout le Nord du Mali est en rébellion ; les villes de Tombouctou et de Gao sont aux mains de plusieurs organisations islamistes AQMI et le MUJAO dont les chefs ne sont pas originaires du Mali et qui cohabitent plus ou moins avec les indépendantistes Touaregs du massif des ifhogas
- Le 12 janvier 2013 début de l'opération Serval face à la menace des rebelles qui après avoir pris Konna menacent Bamako.

Depuis le 18 janvier 2013 je ne cesse d'écrire que le retour à la stabilité du Mali ne pourra être obtenue seulement par une option militaire ; que notre objectif doit se limiter à casser les katibas et à ramener les bandes à de petits groupes qui seront incapables de contrôler durablement une ville ; que pour faire monter en puissance l'armée malienne comme celle du Burkina et qu'elles soient capables de conduire seules des actions offensives vers le nord, il faudra reconstruire presque complètement le corps des officiers qui a démontré en 2011 sa lâcheté et sa corruption ; qu'il est essentiel de mettre en place une solution d'autonomie pour l'AZAWAD

qui ressemble à celle que les espagnols ont consenti aux Basques afin de dissocier les Touaregs des bandes d'islamistes dont l'encadrement est souvent étranger ou qui a servi de longues années en Libye.

Au final l'opération Barkane est un succès car cet engagement limité a permis de garantir un niveau de sécurité acceptable et elle fournit les délais nécessaires à la reconstruction des armées de ces pays. Dans ce domaine on est à peine au milieu du gué. Elle permet aussi, tant bien que mal, de préserver une activité économique minimale notamment grâce à l'exploitation de leurs richesses minières. Cet objectif est atteint avec un surcoût financier limité pour notre budget militaire de l'ordre de 1,5 milliard d'€ (moins de 5% de nos dépenses militaires) si on prend en compte l'usure accélérée des matériels. Et aussi avec des pertes humaines très limitées même si elles sont toujours très douloureuses.

Cela dit l'objectif de muscler les forces de ces pays pour leur permettre de mener des actions offensives contre les rebelles du Nord sera un travail de longue haleine. Certains pensent même que c'est illusoire. Le Tchad a connu une stabilité relative à partir du moment où se sont les Toubous ou les Goranes qui ont pris le pouvoir à N'Djamena car les nomades du désert ont un ADN de guerrier ce qui n'est pas le cas des populations sédentaires du Sud.

Enfin sur un plan géographique plus large tant que les milices islamiques continueront de contrôler Misrata en Libye et une partie de Tripoli, Erdogan pourra continuer à ravitailler en armes et en munitions les islamistes du Sahel.

Emmanuel Dupuy : Pour mieux comprendre l'impasse dans laquelle nos troupes semblent se trouver, il faut revenir au contexte initial ayant amené à un niveau d'engagement sans précédent des forces armées françaises au Mali et plus généralement dans la bande sahélo-saharienne. Sur les 8000 militaires français actuellement projetés en opérations extérieures, 4500 le sont dans la région, 2500 le sont au Mali, dans le cadre de l'Opération Barkane, sis sur cinq pays de la bande sahélienne-saharienne (Mauritanie, Mali, Burkina-Faso, Niger, Tchad).

Le président François Hollande avait décidé d'intervenir au Mali, en déclenchant l'Opération Serval, à partir du 11 janvier 2013, à la demande du président malien par intérim de l'époque, Dioncounda Traoré, sur la base de la menace d'une déstabilisation du Mali, suite au délitement des Forces armées maliennes (Fama). Ces dernières, fortement malmenées « militairement » par les rebelles touaregs du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA), les mouvements djihadistes et les organisations narco-criminelles qui étaient venus leur prêter main forte, l'étaient aussi « politiquement », eu égard aux conséquences du coup d'état mené par le Capitaine Amadou Haya Sanogo, en mars 2012, qui avait abouti à la démission du président Amadou Toumani Touré, en avril 2012 et abouti, in fine, à un effondrement presque total des Fama.

L'intervention militaire française intervient ainsi, dès le début, dans une première ambiguïté.

La demande « officielle » du président par intérim, Dioncounda Traoré, est d'abord formulée au niveau de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dès septembre 2012. Ce n'est qu'après que les 3000 hommes promis par l'organisation régionale ouest-africaine tardent à arriver, que le Mali appelle « littéralement » à l'aide Paris, par la voie d'une demande formulée, le 10 janvier 2013, à l'ONU. Bamako sollicite l'aide militaire des Nations Unies, à laquelle répond positivement la France, le lendemain. Il en résultera aussi, du reste, la résolution 2100 du 25 avril 2013 (renouvelée et renforcée, le 28 juin 2018, par la résolution 2423) créant la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), qui engage, sous chapitre VII, 13 000 personnes, en vue de la protection des civils, l'appui à la réconciliation nationale, le rétablissement de l'état de droit et la reconstruction du secteur de sécurité malien.

L'intervention militaire française décidée, courageusement, par François Hollande, ne devait ainsi se limiter dans le temps et dans ses modalités d'opération, qu'à des frappes aériennes et à un recours limité aux forces au sol. Le recours aux forces spéciales, qui s'en suivit, visait initialement à stopper la progression des rebelles - djihadistes touaregs, sur la base d'une menace réelle ou supposée de chute imminente de Bamako et de facto, le risque de destabilisation des pays avoisinants, dans la foulée.

La France intervient donc, dès le début, sur la base d'une menace de déstabilisation régionale estimée sérieuse, car impliquant des groupes armés terroristes, liés à Al Qaeda (notamment les mouvements Ansar Dine, Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest - MUJAO et Al Qaeda au Maghreb islamique - AQMI).

Le Mali, a toujours considéré que le réel ennemi était avant tout l'irrédentisme résiduel touareg qui malmène l'intégrité territoriale et interroge le pacte social et politique malien, depuis 1963, année de la première rébellion dans le Septentrion malien.

Ainsi, six années plus tard, la perception biaisée quant à la nature de l'adversaire n'a pas fondamentalement changée. La situation sécuritaire sur le terrain, s'est élargie d'une menace cantonnée au Nord du fleuve Niger, à une « migration » des groupes armés terroristes (GAT) en direction de la région centrale du Mali, autour d'une vaste zone allant de Mopti, à Tombouctou, Gao, de part et d'autre de la boucle marquée par le fleuve Niger, dans la région du Liptako-Gourma, à la commissure entre le Mali, le Burkina-Faso et le Niger, englobant également la zone devenue refuge des insurgés entre Ansango et Menaka, plus à l'est.

Par ailleurs, la deuxième ambiguïté réside dans l'évolution géographique du théâtre d'opération. L'opération Serval (11 janvier 2013 au 1er août 2014) était initialement pensée comme une opération principalement à vocation de contre-terrorisme, caractérisée par une offensive militaire française pensée par le Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) et le Commandement des opérations spéciales (COS) comme devant être fulgurante et décisive. Elle le fut, indéniablement sur le plan militaire : la ville de Gao est libérée, le 25 janvier ; Tombouctou, le 27 janvier ; Kidal, le 30 janvier. François Hollande et Dioncounda Traoré peuvent, à juste titre, se féliciter de la parfaite réussite de la première phase de la mission, 21 jours après le déclenchement de l'Opération Serval, le 2 février 2013, dans une Tombouctou libérée du joug djihadiste, sous laquelle elle était tombée en avril 2012.

Il en a résulté, la traque concomitante d'organisations terroristes désormais clairsemées dans la partie nord et nord-est d'un pays vaste (1,2 millions de Km²) loin de Bamako (pour rappel, il faut 26 heures en voiture pour relier les 1534 km entre Bamako et Kidal !) suite aux premières frappes menées par les forces françaises dans les premiers jours du déclenchement des opérations. Il s'agissait alors de « chasser » et « traquer » les GAT « enkystés » dans des zones difficiles d'accès, à l'instar de la vallée de l'Amatettaï dans l'Adrar des Ifoghas, dans la région de Kidal-Tessalit, sur une zone vaste de 250 000 Km². Déjà, la question du partenariat recherché des forces françaises était posée. L'apport des forces tchadiennes a été, en 2013, déterminante dans les victoires obtenues contre les GAT.

S'en suit, avec l'évolution dans ses capacités, son rayon d'action, ses objectifs autant cinétiques que de l'accent accentué mis sur une « approche globale » de l'opération Barkhane, depuis août 2014, une autre « guerre » : celle de l'adaptation à la « volatilité » et à la « transnationalité » de la menace, qui implique autant de « rusticité » que d'adaptabilité de nos matériels militaires, soumis aux rudes aléas climatiques, aptes à mener avant tout une guerre adaptée aux terrains désertiques, montagneux et rocailleux (Grand Fezzan du sud libyen, massifs-plateau de l'Air et désert du Ténéré nigérien, Tibesti tchadien...) ainsi, que désormais dans la steppe et zones côtières et grandes agglomérations commerçantes et touristiques du littoral du Golfe de Guinée (Lagos, Lomé, Accra, Cotonou, Abidjan...).

Car, la menace terroriste semble, en effet, ainsi inexorablement "migrer" vers le sud, eu égard à une série d'attentats qui a frappé la Côte d'Ivoire, en mars 2016 à Grand-Bassam ; mais aussi le Burkina-Faso, dont Ouagadougou, à plusieurs reprises, dont les plus meurtrières causèrent la mort de 30 personnes en janvier 2016, 8 personnes en mars 2018, sans oublier la zone dite des « trois frontières », la plus durement touchée. L'on estime que 700 personnes sont mortes depuis 2015 au Burkina-Faso, 450 000 personnes ont fui leurs foyers (sur une population de plus ou moins 20 millions d'habitants), 2000 écoles ont dû fermer et 300 000 élèves sont dans l'incapacité d'aller à l'école dans le Nord et Nord-est du Burkina-Faso. A bien des égards d'ailleurs, le risque de déstabilisation qui pèse désormais sur Ouagadougou, où il se murmure que près de 25% du territoire échapperait à l'autorité du pouvoir central, ressemble à la menace qui pesait en 2012-2013 sur Bamako. Certains n'hésitent plus à insister sur une approche ouest-africaine du phénomène djihadiste, englobant désormais, autant les pays maghrébins riverains de la Méditerranée que ceux riverains du Golfe de Guinée, à l'instar du Ghana, du Togo, du Bénin.

C'est, du reste, dans le parc du Pendjari, au Nord-Ouest du Bénin, que s'est déroulé la plus récente des prises d'otages de ressortissants occidentaux, dont deux français, finalement libérés en mai 2019. Il en fut question, du reste, à l'occasion de la dernière édition du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité, qui s'est déroulé, mi-novembre. L'on évoque ainsi l'initiative dite d'Accra, qui viendrait ainsi répondre à une promesse faite à l'occasion du dernier Sommet de la CEDEAO à Ouagadougou, en septembre dernier, visant à renforcer par des forces ouest-africaines, notamment sénégalaises et ivoiriennes, le G5-Sahel (entre la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad et le Burkina-Faso, créé en février 2014), notamment sa Force conjointe, mise sur « pied » ou plutôt hélas que sur « plan » depuis juillet 2017. De ce point de vue, d'ailleurs, une meilleure coordination entre G5-Sahel et la Force Mixte Multinationale (Multinational Joint Task Force (MNJTF) serait souhaitable. Cette force regroupant - à terme - 8700 soldats nigériens, nigérians, camerounais, tchadiens et béninois, créée en 1994 mais restée quelque peu léthargique jusqu'à sa relance en octobre-novembre 2014 face à Boko Haram permettrait de lutter concomitamment contre les groupes armés terroristes tant au Sahel occidental que dans sa partie orientale, élargie au Golfe de Guinée.

C'est, du reste, l'Etat Islamique dans le Grand Sahara (EIGS) qui a prêté allégeance à Daesh en mai 2015, sous l'égide d'Adnane Abou Walid al-Sahraoui que le Mouvement pour le Salut de l'Azawad (MSA), le Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATI) crée en 2014, sous l'égide du général El Hadj Ag Gamou (devenu, depuis, l'inspecteur général des forces armées maliennes) et les forces Barkhane combattent ensemble, dans la zone d'Indelimane, précisément où l'accident entre les deux hélicoptères français a coûté la vie aux 13 militaires français. C'est d'ailleurs, à proximité, que les forces maliennes ont subi une attaque particulièrement meurtrière, ayant coûté la vie à 53 militaires maliens, il y a quelques semaines.

Les soldats tchadiens devaient arriver dans quelques jours, précédemment dans la zone où l'accident de lundi dernier s'est produit. Ainsi, les forces françaises, bien seules sur le terrain, ne peuvent s'appuyer, concrètement, aujourd'hui, comme en 2013, que sur peu de capacités offensives...

De ce point de vue, la lutte anti-terroriste qui s'engage implique autant une approche cinétique qu'une « approche globale », dont la finalité reste avant tout politique.

L'armée française peut-elle continuer à combattre dans les conditions actuelles ? En a-t-elle les moyens ? Est-ce qu'une opération européenne par exemple serait plus efficace ?

Jean-Bernard Pinatel : L'armée française a les moyens d'empêcher la reconstitution de katibas qui pourraient à nouveau contrôler durablement une ville et des villages dans ces pays. Elle tire de cette mission un bénéfice considérable en capacité opérationnelle car une armée qui ne se bat pas ne vaut rien. Quant aux européens, ils nous aident logistiquement et prennent en compte des actions de formation et notre Ministre des armées se bat quotidiennement pour leur faire accroître cet effort. Mais tant que l'Allemagne ne changera pas sa Constitution, elle ne pourra pas engager ses forces dans des opérations militaires. Quant à l'Italie elle a des intérêts considérables en Libye et joue un jeu qui va dans le sens de ses propres intérêts et pas nécessairement dans celui d'une stabilisation de la Libye.

Emmanuel Dupuy : L'Opération Barkhane, qui a succédé à Serval (11 janvier 2013-1er août 2014), constitue un tournant stratégique dans la lutte contre le terrorisme, car elle s'inscrit dans une logique de régionalisation, pour contrer un ennemi qui s'affranchit sans difficulté des frontières, lesquelles ne sauraient donc s'inscrire dans une logique de Ligne Maginot ! Nous nous sommes engagés pleinement dans ce nouveau contexte stratégique. Ce sont 41 militaires qui sont tombés dans le cadre des opérations Serval-Barkhane. Dix-neuf hélicoptères (avant l'accident), sept avions de combat, 470 véhicules blindés, 4500 hommes, dont les 2/3 sont déployés au Mali, et au-delà, sur un théâtre d'opération de 5 millions de Km², grand comme le continent européen.

Nous ne sommes certes pas seuls, car Barkhane s'insère dans un dispositif sécuritaire plus vaste englobant la MINUSMA, les missions de formations européennes (EUTM au Mali, EUCAP Sahel au Niger), les forces militaires de nos partenaires du G5-Sahel, eu égard aux apports précieux des capacités de transport aériens espagnols, belges, aux hélicoptères Chinook britanniques, ainsi que ceux des Roumains, au soutien non négligeable des troupes mises à disposition par le Danemark, l'Estonie, l'Albanie, la Géorgie, l'Espagne,

Il convient d'y ajouter également, bien sûr l'important déploiement allemand au sein de la MINUSMA (près de 1000 hommes) ainsi que le déploiement évoqué mais pas encore peu effectif des troupes italiennes au Niger.

Quant aux Américains, s'ils nous fournissent bien leurs capacités de surveillance satellitaires, de renseignement, sans oublier leurs capacités inégalées de frappes de leurs drones armés stationnés dans leurs nombreuses bases dans la région, dont leur plus récente base d'Agadez, située au Niger, la réalité s'assombrit sensiblement.

Les Etats-Unis, ont par exemple, toujours refusé de renforcer le mandat de la MINUSMA, tout en bloquant systématiquement l'idée de placer sous mandat onusien, le G5-Sahel. Les Etats-Unis ont, d'ailleurs, récemment refusé de voir l'ONU financer une éventuelle force africaine qui serait venue renforcer la sécurisation et stabilisation au Sahel. L'ONU aurait financé la plus grosse partie (80%), les 20% restants auraient été pris en charge de l'UA, qui aurait fourni les capacités, notamment celles permises par la création de la CARIC (Capacité africaine de réponse immédiate aux crises) en 2014 et son harmonisation avec la Force africaine en attente (FAA).

L'on évoque, aussi, du reste, une prochaine base militaire des Emirats Arabes Unis, à Niamey. Ces derniers ont d'ailleurs promis la somme de 30 millions de dollars, complémentaire des 100 millions de dollars promis par l'Arabie Saoudite. La Chine et les Etats-Unis ne sont pas en reste, pour promettre des contributions financières, qui semblent les mettre à l'abri d'un engagement militaire plus opérationnel.

Néanmoins, bien que l'UE et certains pays de l'OTAN, soient engagés dans la région, aucun ne le fait dans sa pleine capacité combattante. Cette subtilité justifie à elle seule que le sujet du renforcement de l'Alliance Atlantique dans la région, soit évoqué, à l'occasion du Sommet de Londres, célébrant, les 3 et 4 décembre prochains, 70 ans d'existence.

Gageons que le Président Emmanuel Macron qui a récemment parlé de « mort cérébrale » de l'Alliance Atlantique et semblé douter de la mise en place un jour effectif de l'Article 5 de la Charte de l'Alliance Atlantique d'avril 1949, évoque une plus forte implication de l'OTAN dans la lutte contre le terrorisme au Sahel.

L'enjeu réside ainsi dans la transformation d'une opération militaire frontale de contre-terrorisme au Mali à celle, nettement plus « globale », de lutte contre la résilience terroriste résiduelle dans la région sahélo-saharienne. Fondée sur un partenariat avec les forces armées des pays partenaires du G5 Sahel créée en février 2014 (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad), Barkhane s'appuie avec succès sur une démarche d'approche globale, qui incarne un indispensable continuum entre sécurité et développement.

Ainsi est née l'idée de créer une « Alliance pour le Sahel », proposée par la France, en juillet 2017, par le truchement, notamment, de la nouvelle stratégie de l'AFD « vulnérabilités aux crises, fragilités et résilience » (2017/ 2021) partie la plus innovante du Plan d'Orientation stratégique, présenté par Rémi Rioux, son directeur, en septembre 2017. Dix-neuf pays la compose désormais, dont le Japon et le Canada qui l'ont rejoint, à l'occasion du dernier Sommet du G7 à Biarritz, fin août dernier. Ce sont ainsi près de 11,6 milliards d'euros disponibles à travers 800 projets de développement à mettre concrètement au service du renforcement de la coordination dans cinq domaines que sont l'employabilité des jeunes, l'éducation et la formation ; l'agriculture et la sécurité alimentaire ; le climat et les énergies vertes ; la gouvernance, le renforcement des systèmes judiciaires et la lutte contre la corruption ; et, in fine, le retour des services de base, notamment au travers de l'appui à la décentralisation.

Cette nouvelle « vision » du développement liant sécurité et développement qui entend mêler actions de développements et appui au secteur de la sécurité (RSS) sera-elle, néanmoins, de nature à stabiliser la région sahélienne après la phase de sécurisation ?

Car c'est d'ailleurs, précisément, cette « approche globale » qui crédibilisera et de facto pérennisera cette nouvelle structure « hybride » qu'est le G5-Sahel, créée en février 2014, sous l'impulsion du président mauritanien de l'époque, Mohamed Ould Abdel Azziz. C'est, du reste, avant tout, de cette conjonction entre action militaire et approche globale (civile) que réside la clé de réussite du G5-Sahel et singulièrement de sa force conjointe, qui, depuis, juillet 2017, tarde à se mettre en action.

Là encore la question financière est importante, mais n'est pas la plus déterminante. Celle de l'effectivité et de la rapidité du décaissement des 414 millions promis à l'aune de la conférence des donateurs de Bruxelles, en février 2018, l'est davantage. Seuls 10% de cette somme (soit 176 millions d'euros) a été décaissée, alors que 25% est en cours de déblocage ! Pire, l'UE, au lieu de fournir les armements lourds que réclament régulièrement plusieurs chefs d'états concernés, à l'instar des présidents burkinabés, Roch Marc-Christian Kaboré et nigérien Mahamadou Issoufou, l'UE a décidé de transformer les sommes promises en fournitures de gilets pare-balles (qui tardent, néanmoins, à être disponible en nombre suffisant), en soutien logistique, en livraison de carburant, en ravitaillement.

Alors que la MINUSMA dispose d'un budget annuel de près d'un milliard d'euros, son action sur le terrain est volontairement empêchée, tant au niveau du Conseil de Sécurité qu'au niveau de certains états ; Tandis que le G5-Sahel, qui n'a pu compter péniblement que sur 10 millions d'euros, va au combat, mais, de fait, sans réelle efficacité.

Cette situation aberrante a un impact direct sur la remise en cause de la légitimité des forces militaires étrangères déployées dans la région, dont les Français sont la cible la plus évidente.

Ce sont, en effet, près de 30 000 hommes qui agissent - ou devraient agir - pour la sécurité de la bande sahélo-sahélienne, soit un cout/jour de 4 millions d'euros ! Pourtant, l'on continue de mourir dans la région. L'ONU estime que 11 500 personnes ont perdu la vie dans les pays impactés par la menace terroriste, depuis 2013 !

Certains, à Bamako, mettent désormais en garde contre un sentiment anti-français inquiétant car il implique autant la rue que l'establishment. En témoigne une lettre particulièrement violente du chanteur Salif Keïta, qui fait figure de héros national, dénonçant l'intervention française. Ce sentiment semble, du reste, dynamisé par un islam politique qui fourbit ses armes, en vue des prochaines échéances électorales, à l'instar du Haut Conseil islamique malien (HCIM) sous l'égide de l'imam Mahmoud Dicko, fortement inspiré par ses années de formation passées en Arabie Saoudite. C'est, ce dernier, qui prônait, du reste, dès 2012, un dialogue avec les leaders de l'insurrection islamiste, à l'instar d'Iyad Ag Ghali, qui est désormais à la tête du Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM, né en mars 2017 du regroupement des organisations proches d'Al Qaeda : Ansar Dine, MUJAO, AQMI, Al Mourabitoune).

On le comprend ainsi aisément, la France et le Mali ont ainsi une divergence fondamentale quant à la désignation des adversaires, ou du moins dans la hiérarchie des menaces. Il est de notoriété publique, que la France a fortement appuyé l'élaboration et mise en application de l'Accord d'Alger, conclu en mai 2015, avec les mouvements touaregs et qui devait engager « théoriquement » un processus de réconciliation nationale. Or, de ce point de vue, la situation qui prévaut à Kidal, où les autorités maliennes ne sont toujours pas « bienvenues » symbolise toute l'ambiguïté de la situation.

Cette « exception » toujours motivée par une velléité d'autonomie politique et institutionnelle touaregue, a pu, en effet, motiver un

sentiment d'incompréhension croissant contre les troupes étrangères, onusiennes et françaises, qui elles y sont installées.

Du reste, les autorités maliennes nous interrogent constamment quant aux amitiés anciennes entre les militaires de l'Opération Serval puis Barkhane avec plusieurs mouvements touaregs, qui ne sont pas forcément seulement ceux avec lesquels Bamako collabore également, à l'instar du Mouvement pour le Salut de l'Azawad (MSA), né de la scission du MNLA en plusieurs succursales en septembre 2016, et qui, contrairement au Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad (HCUA), travaille, main dans la main, à travers des patrouilles mixtes, tant avec les forces maliennes que françaises.

La question n'est ainsi pas pourquoi nous sommes encore engagés au Mali et au Sahel, mais bien pourquoi nous y sommes allés et restés seuls, face à nos adversaires ?

Quand la France prend la décision légitime d'intervenir en janvier 2013, nous étions seuls, nous le sommes hélas encore ! Pourquoi n'avons-nous pas utilisé la possibilité de recours à la Force interarmées expéditionnaire (Combined Joint Expeditionary Force - CJEF) qui avait été décidé dans le cadre des Accords de Lancaster House (novembre 2010) pour être une « force d'intervention préventive capable de faire face à de multiples menaces, jusqu'à la plus haute intensité » ? Avons-nous pensé à solliciter Londres, à l'époque ?

Par ailleurs, nous aurions pu aussi avoir recours aux groupements tactiques européens (GTUE) autorisant, depuis 2004, le déploiement rapide de 1500 hommes sur un rayon d'action de 5000 km, pour une période de 30 à 120 jours. Pourquoi ne l'avons-nous fait alors ? Pourrait-on le faire maintenant ?

Le Président Emmanuel Macron évoque désormais volontiers « son » Initiative Européenne d'Intervention (IEI) regroupant 13 états européens, désireux d'être interoperables et autonomes. Le président français appelle, du reste, de ces vœux régulièrement, la création d'un budget couplé à un quartier général de planification européen dédié aux opérations extérieures de l'UE.

La ministre de la Défense, Florence Parly a insisté, il y a quelques jours, sur la volonté française de constituer une Task Force Takuba (Sabre en langue tamachek), regroupant des forces spéciales émanant de divers pays de l'UE, sachant que les forces spéciales françaises sont précisément déjà à l'œuvre depuis 2009 dans le cadre de la Task Force Sabre !

L'Europe de la Défense ne saurait se résumer à des sigles et incantations. Il y a, dans ce domaine, loin de la coupe aux lèvres, alors que nous célébrons, en ce mois de décembre, dix ans du Traité de Lisbonne !

Quelles seraient les conséquences d'un retrait du Mali ?

Jean-Bernard Pinatel : Les conséquences seraient des vagues d'immigration vers la France. Je rappelle que 93 millions de personnes vivent dans ces 5 pays, beaucoup ont des parents qui vivent et travaillent France. Stabiliser la situation sécuritaire et aider ces pays dans leur développement est la seule option sérieuse.

Emmanuel Dupuy : Si nous restons, nous ne pouvons gagner la guerre que nous y menons, du moins dans la configuration tactique et la vision stratégique qui la sous-tend.

Si nous partons, précipitamment, la situation de danger immédiat et permanent accompagnant un processus de déstabilisation de zones jusqu'ici préservées et protégées, qui prévalait, du reste, en 2013 se reproduirait.

Pire, nous sommes sans doute, déjà à l'aune de cette triste réalité, au Burkina-Faso. Nous pourrions l'être également au Niger, demain...

Certains observateurs estiment que la France défend non seulement des intérêts politiques mais aussi économiques au Sahel, notamment sur les questions liées à l'uranium. Est-ce crédible ?

Jean-Bernard Pinatel : Non, l'uranium est une ressource abondante et bien répartie sur l'ensemble de la planète : 44 % des réserves se trouvent dans les pays de l'OCDE – l'Australie est le premier producteur -, 22 % dans les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et 34 % dans le reste du monde. Nous ne sommes absolument pas dépendants du Niger.

Ces opérations sont certes nécessaires mais lorsqu'elle déploie ses forces armées, la France est souvent accusée de néocolonialisme. Comment sortir de ce cercle vicieux ?

Jean-Bernard Pinatel : La France est au Sahel à la demande express et en coordination permanente avec les gouvernements légaux. Pour mémoire l'or du Burkina et du Mali est presque exclusivement exploité par des compagnies qui sont canadiennes, australiennes, turques, russes, etc.. Et pas françaises !

On n'empêchera pas les islamo-gauchistes, compagnons de route de l'Islam radical, de reprendre la chanson du néocolonialisme.